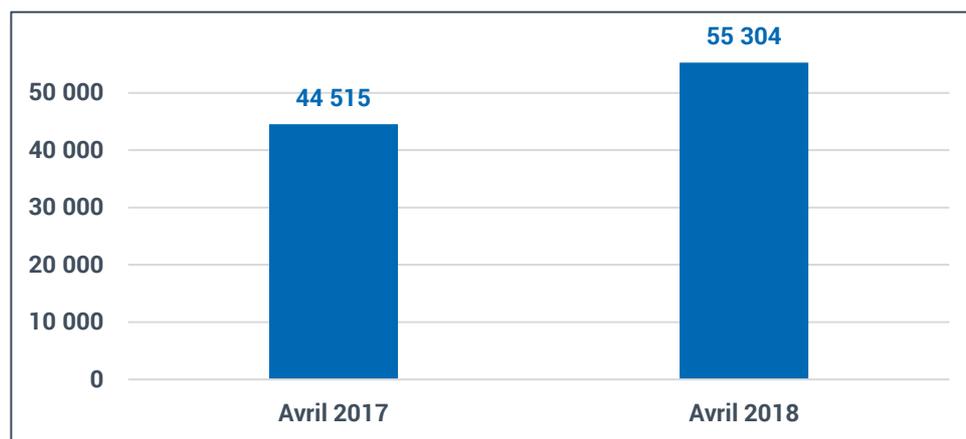


# Création d'entreprises

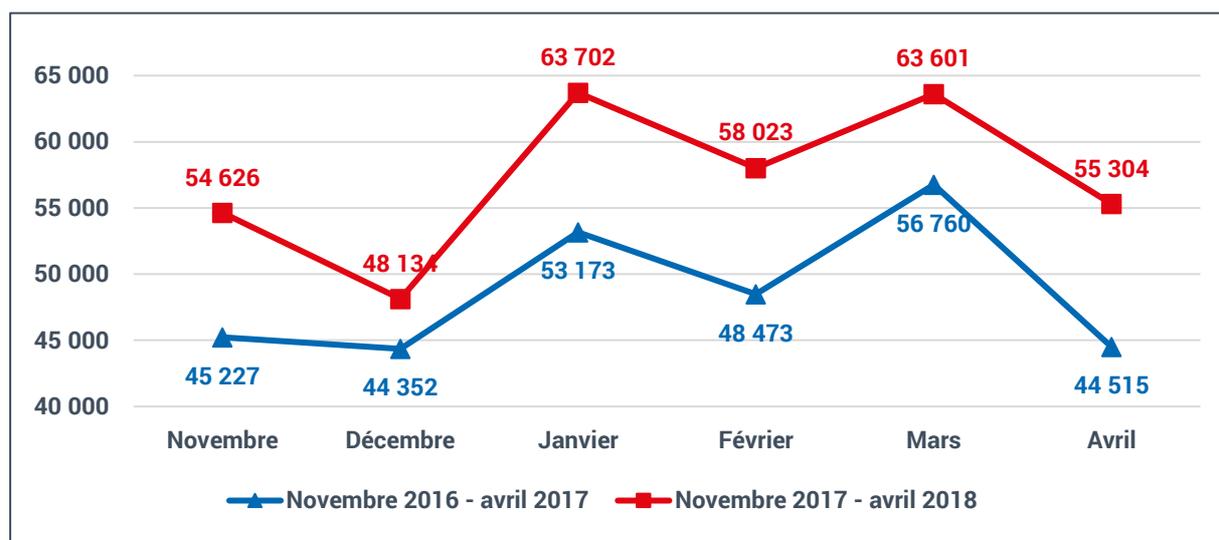
## Chiffres d'avril 2018

- **55 304** créations d'entreprises ont été recensées en France durant le mois d'avril 2018. Ce nombre a augmenté de **24 %** au regard d'avril 2017.



Nombre de créations d'entreprises en avril 2017 et avril 2018

- Depuis dix mois, la création d'entreprises connaît une croissance et le mois d'avril 2018 prolonge cette tendance. Ainsi, depuis le début de l'année, le nombre de nouvelles unités est en nette progression : + 18 % entre la période janvier-avril 2017 et la période janvier-avril 2018



Nombre de créations d'entreprises durant les périodes novembre 2016 – avril 2017 et novembre 2017 – avril 2018

- **43 %** des créations d'entreprises enregistrées durant les quatre premiers mois de l'année 2018 l'ont été sous le régime des micro-entrepreneurs, soit **102 837** unités. Leur nombre s'est accru de **30 %** au regard des quatre premiers mois de 2017. Cette hausse combinée à une augmentation moins élevée du nombre de nouvelles entreprises ne bénéficiant pas de ce régime (+ 11 %), ont contribué à augmenter la part de micro-entrepreneurs parmi l'ensemble des créations : ils ne représentaient que 39 % des créations recensées de janvier à avril 2017.
- L'augmentation du nombre de créations d'entreprises observée sur la période allant de janvier à avril 2018 (au regard de la période allant de janvier à mars 2017) résulte uniquement des **entreprises individuelles** (+ 26 %) qu'elles soient sous le régime des micro-entrepreneurs (30 %) ou au régime général (+ 25 %). En effet, les formes sociétales unipersonnelles (SASU et EURL) aussi bien que pluripersonnelles (SARL, SAS...) enregistrent une stabilisation du nombre de nouvelles unités sur cette même période (respectivement + 1 % et + 0,1 %).
- Sur la période janvier - avril 2018, les activités de type services connaissent une croissance (+ 22 % au regard de la période janvier - avril 2017) plus importante que les activités de type commerce (+ 15 %) et les activités secondaires (+ 11 %). Plus généralement, tous **les secteurs d'activités** sont concernés par la hausse du nombre de nouvelles unités entre ces deux intervalles, à l'exception des activités financières qui s'inscrivent dans la stabilité(- 1 %). Nous présenterons les deux catégories extrêmes de croissance :

Les secteurs ayant enregistré une croissance d'au moins 30 % :

- ▶ les services en direction des personnes (+ 30 %),
- ▶ les transports (+ 52 %).

Les secteurs ayant enregistré une augmentation inférieure à 7 % :

- ▶ la santé (+ 6 %),
- ▶ l'hébergement et la restauration (+ 6 %).

- Toutes **les régions** de France métropolitaine et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, ont enregistré une croissance du nombre de créations entre les périodes allant de janvier à avril 2017 et de janvier à avril 2018. D'ailleurs, la plupart d'entre-elles, uniquement des régions métropolitaines connaissent une croissance comprise entre + 14 % et + 18 %. Néanmoins, certaines régions s'éloignent plus ou moins de cet intervalle :

Les régions caractérisées par une croissance supérieure à 20 % :

- ▶ Ile-de-France (+ 21 %),
- ▶ Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 23 %),
- ▶ Guyane (+ 70 %).

Les régions caractérisées par une croissance inférieure à 12 % :

- ▶ La Réunion (+ 11 %),
- ▶ Guadeloupe (+ 9 %),
- ▶ Martinique (+ 7 %).



- Près d'un quart des créations d'entreprises de France métropolitaine recensées sur la période de janvier à avril 2018 sont localisées en **zone rurale**, soit 55 639 nouvelles unités.

Leur nombre a augmenté de 15 % au regard de la période allant de janvier à avril 2017. C'est inférieur à la hausse des créations enregistrées dans les zones urbaines densément peuplées (+ 22 %) ; les zones urbaines intermédiaires enregistrent une évolution proche de celle des zones rurales (+ 17 %).

Avec respectivement 17 416 et 1 424 nouvelles entreprises recensées de janvier à avril 2018, les communes classées en **zone de revitalisation rurale** (ZRR) et les communes de montagnes bénéficiant des effets de ce dispositif s'inscrivent également dans la croissance (respectivement + 14 % et + 12 % au regard des quatre premiers mois de 2018), mais dans des proportions moindres que les communes non classées en ZRR (+ 19 %).

## TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

*Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à avril 2017 et de janvier à avril 2018, selon le secteur d'activités*

Secteur d'activité	Janvier – avril 2017	Janvier – avril 2018	Evolution
<b>Activités secondaires</b>	<b>31 109</b>	<b>34 552</b>	<b>+ 11,1%</b>
Industrie	8 095	9 183	+ 13,4%
Construction	23 014	25 369	+ 10,2%
<b>Activités de type commerce</b>	<b>59 803</b>	<b>68 747</b>	<b>+ 15,0%</b>
Commerce de détail	20 164	22 438	+ 11,3%
Commerce de gros	3 620	3 914	+ 8,1%
Commerce de bouche	719	780	+ 8,5%
Immobilier	7 355	8 985	+ 22,2%
Hébergement et restauration	11 081	11 738	+ 5,9%
Services en direction des personnes	10 793	14 043	+ 30,1%
Commerce et réparation automobile	6 071	6 849	+ 12,8%
<b>Activités de type services</b>	<b>112 009</b>	<b>136 912</b>	<b>+ 22,2%</b>
Courtage	4 515	5 704	+ 26,3%
Transports	13 986	21 301	+ 52,3%
Activités scientifiques et techniques	34 856	42 764	+ 22,7%
Activités de soutien aux entreprises	12 848	15 539	+ 20,9%
Information et communication	10 160	12 132	+ 19,4%
Enseignement	9 033	10 585	+ 17,2%
Arts, spectacles et activités récréatives	6 412	7 691	+ 19,9%
Santé	14 661	15 605	+ 6,4%
Activités financières	5 538	5 591	+ 1,0%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>202 921</b>	<b>240 211</b>	<b>+ 18,4 %</b>



*Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à avril 2017 et de janvier à avril 2018, selon la nature juridique des entreprises*

Nature juridique	Janvier – avril 2017	Janvier – avril 2018	Evolution
<b>Entreprise individuelle</b>	<b>132 114</b>	<b>169 045</b>	<b>+ 28,0%</b>
dont micro-entrepreneurs	79 326	102 837	+ 29,6%
<b>Sociétés</b>	<b>70 807</b>	<b>71 166</b>	<b>+ 0,5%</b>
dont sociétés unipersonnelles (SASU, EURL)	36 868	37 187	+ 0,9%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>202 921</b>	<b>240 211</b>	<b>+ 18,4 %</b>

*Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à avril 2017 et de janvier à avril 2018, selon la région d'implantation de l'entreprise*

Secteur d'activité	Janvier – avril 2017	Janvier – avril 2018	Evolution
Auvergne-Rhône-Alpes	24 266	28 080	+ 15,7%
Bourgogne-Franche-Comté	5 691	6 513	+ 14,4%
Bretagne	6 864	7 963	+ 16,0%
Centre-Val de Loire	5 141	6 023	+ 17,2%
Corse	1 445	1 649	+ 14,1%
Grand-Est	11 040	12 979	+ 17,6%
Guadeloupe	1 477	1 611	+ 9,1%
Guyane	366	621	+ 69,7%
Hauts-de-France	11 943	14 025	+ 17,4%
Ile-de-France	59 774	72 475	+ 21,2%
Martinique	1 101	1 182	+ 7,4%
Mayotte	329	201	- 38,9%
Normandie	6 578	7 586	+ 15,3%
Nouvelle Aquitaine	17 373	20 142	+ 15,9%
Occitanie	18 850	22 259	+ 18,1%
Pays de la Loire	8 041	9 259	+ 15,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 444	25 192	+ 23,2%
La Réunion	2 198	2 451	+ 11,5%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>202 921</b>	<b>240 211</b>	<b>+ 18,4 %</b>

## METHODOLOGIE

La création d'une entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire qu'elle doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette définition des créations exclut donc les réactivations dont la dernière cessation est survenue moins d'un an avant la nouvelle création et les reprises d'entreprises pour lesquelles il y a continuité de l'entreprise (évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée).

Les statistiques utilisées dans ce document concernent l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole, autrement dit, les activités de l'industrie, du commerce et des services.

Sont définis comme micro-entrepreneurs dans ce document, tous les entrepreneurs individuels sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social.

*Pour réaliser cette note, l'AFE se sert d'informations statistiques brutes issues de la base de données Sirene de l'Insee. Ces informations sont provisoires dans la mesure où les données brutes sont susceptibles d'être modifiées par l'Insee. Les révisions apportées par cet institut seront donc répercutées sur les notes de conjoncture mensuelles réalisées par l'AFE.*

Par ailleurs, l'AFE a créé un secteur d'activité intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C) et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rév. 2 ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

L'approche des espaces ruraux est basée sur la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre classes sont ainsi définies :

- les communes denses et les communes intermédiaires qui composent les zones urbaines,
- les communes peu denses et les communes très peu denses qui définissent les zones rurales.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont un ensemble de communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, dont la liste est fixée par arrêté. Le classement de ces communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides d'ordre fiscal.

